

## Directive services

Le Parlement européen a adopté, en deuxième lecture, le 15 novembre dernier, le projet de directive sur les services. Hormis trois amendements de caractère technique, le vote reprend la position commune adoptée par le Conseil le 24 juillet dernier. Cette séance plénière avait été précédée, le 23 octobre dernier, par un vote de la commission marché intérieur et protection des consommateurs du Parlement européen qui s'était prononcée contre toute modification de la position du Conseil et le rejet des 42 amendements déposés (voir bulletin 201/202).

A la demande d'Evelyne Gebhardt (PSE, Allemagne) rapporteur du projet, le commissaire McCreevy, a fait au nom de la Commission une déclaration en cinq points devant le Parlement. Il a précisé que : les orientations que la Commission pourra fournir sur les rapports des Etats membres relatifs aux restrictions nationales mises en place pour limiter la prestation transfrontalière de services "serviront simplement à aider les Etats membres à mettre en oeuvre la directive", "elles ne confèrent pas de nouveaux pouvoirs à la Commission", ni ne constitueront des "interprétations juridiquement contraignantes, ce qui est une prérogative de la Cour européenne de justice"; la Commission étudiera la nécessité d'une "harmonisation ultérieure" pour certains services et à cet effet écoutera les propositions en ce sens du Parlement lors de sa première lecture; pour la Commission, il n'y a pas d'ambiguïté sur le fait que la directive services "n'affecte pas les droits nationaux du travail, les pratiques établies" et qu'elle est "neutre concernant le rôle des partenaires sociaux"; la directive n'a "aucune incidence sur les règles de droit pénal des Etats membres", ceux-ci pourront les appliquer aux prestataires de services établis sur leur territoire comme à ceux d'autres Etats membres et exerçant sur leur territoire; sont exclus de la directive les services sociaux suivants : "le logement social, la garde d'enfants, le soutien à la famille et aux personnes dans le besoin fournis par l'Etat ou des prestataires mandatés par la puissance publique, ou fournis par des organisations caritatives reconnues". Les services caritatifs "fournis bénévolement par des églises ou des organisations religieuses" sont également exclus. Cette déclaration est jointe au procès verbal de la séance.

A l'issue du vote, Mme Gebhardt s'est félicitée de la sortie, après presque trois ans de discussions et de débats, d'un texte équilibré duquel ont été supprimées certaines dispositions du projet initial : le principe du pays d'origine, les dispositions relatives au détachement des travailleurs, les services sociaux et de santé. La directive devra être transposée dans les trois ans suivants sa publication.

## Temps de travail

Le Conseil extraordinaire des ministres de l'emploi et des affaires sociales a de nouveau échoué, le 8 novembre dernier, dans sa tentative pour trouver un terrain d'entente sur la modification de la directive sur le temps de travail. Les négociations ont achoppé sur l'opposition de certains Etats membres à toute formule faisant référence à une fin possible de la clause de renonciation (ou "opt out") qui autorise les Etats membres à ne pas appliquer la durée maximale de travail de 48 heures. Cet échec laisse aussi en suspens la question du temps de travail "de garde" (voir également bulletins 175/176, 173, 159). .../...

## Services directive

On 15<sup>th</sup> November the European Parliament adopted the draft directive on services in its second reading. Except for three technical amendments, the vote takes up the joint position adopted by the Council on 24<sup>th</sup> July this year. This plenary session was preceded by a vote by the internal market and consumer protection committee of the European Parliament, on October 23, which had resolved against any modification of the Council's position and rejection of the 42 amendments that were submitted (see bulletin 201/202).

At the request of Evelyne Gebhardt (PSE, Germany), rapporteur of the draft, commissioner McCreevy, on behalf of the Commission, made a five-point statement before the Parliament. He specified that: the orientations that the Commission will be able to provide on the reports from Member States concerning national restrictions introduced in order to check cross-border service provisions "will simply be used to help Member States implement the directive", "they do not confer additional powers on the Commission", nor will they constitute "legal binding interpretations, which is a prerogative of the European Court of Justice"; the Commission will study the need for a "future harmonisation" for certain services and, to this end, it will welcome proposals from the Parliament in this direction during its first reading; as for the Commission, there is no ambiguity on the fact that the services directive "does not affect national labour laws nor the national established practices" and that it remains "neutral as regards the role of social partners"; the directive does not "affect any rules of criminal law in the Member States", Member States will be free to apply them to service providers established on their territory just as well as to those from other Member States who are operating on their territory; areas excluded from the directive are the following social services: "social housing, child care, family support and support to people in need which is provided by the State or by providers designated by the public authority, or provided by official charitable organisations". The charitable services "provided benevolently by churches or religious organisations" are also excluded. This declaration is attached to the proceedings of the meeting.

Reacting to the outcome of the vote, Ms. Gebhardt expressed her satisfaction on attaining, after almost three years of discussions and debates, a balanced text from which some provisions in the preliminary draft had been removed: the principle of the country of origin, provisions regarding the posting of workers, social and health services. The directive will have to be transposed within three years following its publication.

## Working time

The extraordinary Council of social affairs and employment Ministers of 8<sup>th</sup> November, again failed to find convergent points on the modification of the directive on the working time. Negotiations stumbled on the opposition by some Member States to any formulation making reference to a possible removal of the "opt out" clause which authorises Member States not to apply the maximum working period of 48 hours. This failure also leaves pending the issue of the "on call" working time (see also bulletins 175/176, 173, 159) .../...

C'est la cinquième fois que la Conseil échoue à faire avancer ce dossier et la future présidence allemande (premier semestre 2007) a annoncé qu'elle ne rouvrirait pas le dossier. La balle est dans le camp de la Commission qui aura le choix de : maintenir le *statu quo*, retirer le texte, le partager en plusieurs textes, préparer une nouvelle proposition complète, lancer une nouvelle consultation des partenaires sociaux.

---

## Programme 2007 de travail de la Commission

La Commission a présenté le 24 octobre dernier une communication sur son "Programme législatif et de travail pour l'année 2007". Les initiatives sont classées en stratégiques (notamment : la politique énergétique, le marché intérieur du gaz et de l'électricité, le réexamen du marché unique, les services sociaux et de santé, un Livre blanc sur la stratégie en matière de santé, la future politique maritime, un Livre vert sur les transports urbains, un Livre blanc sur une politique de communication), prioritaires (en particulier : la coordination des procédures de passation de travaux, le 4ème rapport sur la cohésion économique et sociale, le suivi du Livre vert sur le droit du travail, un Livre vert sur le service universel des communications électroniques, le fret ferroviaire, une communication sur une politique portuaire européenne), de simplification. Le retrait de 10 propositions législatives pendantes est également proposé.

[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2006/com2006\\_0629fr01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2006/com2006_0629fr01.pdf)

---

## "Mieux légiférer"

La Commission a adopté, le 14 novembre dernier, une série de documents dressant le bilan stratégique des progrès réalisés depuis le lancement de son initiative "Mieux légiférer" en septembre 2005 (voir bulletin 181). Ces documents analysent les progrès accomplis et expose les prochaines étapes et les nouvelles mesures envisagées.

Sept mesures sont proposées, elles concernent ♦ "la réduction du fardeau administratif de la législation existante" : pour cela il est proposé que le Conseil européen de printemps fixe un objectif de réduction de 25% à réaliser en commun par l'Union et les Etats membres d'ici à 2012. La Commission présentera début 2007 un Plan d'action concernant la mesure des frais administratifs et la réduction du fardeau administratif ♦ la création d'un Bureau d'études d'impact placé sous l'autorité directe du président de la Commission chargé de : l'examen de des projets d'études d'impact que les services de la Commission doivent mener sur les répercussions sociales, environnementales et économiques éventuelles de toute proposition législative avant son adoption ; fournir un avis indépendant sur la qualité de chaque étude ; proposer aux services concernés d'éventuelles améliorations à apporter ♦ ajouter 43 nouvelles initiatives à son programme 2006/2007 de simplification de la réglementation existante ♦ le retrait en 2007 de 10 autres législatives propositions pendantes ♦ la recommandation que toute nouvelle Commission passe au crible les propositions en suspens au début de son mandat ♦ le choix de 2008 comme date butoir pour la finalisation d'un programme de réduction du volume actuel de la législation de l'Union grâce à la codification (synthèse en un seul texte des dispositions d'un acte législatif et de toutes ses modifications ultérieures) ♦ l'augmentation des mesures de nature à faciliter la transposition correcte des directives essentielles par les Etats membres. Pour y parvenir les Etats membres et les autorités régionales et locales "devront se joindre activement aux efforts". [http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better\\_regulation/index\\_en.htm#with](http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better_regulation/index_en.htm#with)

This is the fifth time that the Council fails to make progress on the subject, the German presidency (first semester 2007) has announced that it would not reopen the subject. The ball is on the Commission's side, which will have choose either: to maintain the *status quo*, to withdraw the text, to split it up into several texts, to prepare a new and complete proposal or to launch another consultation of the social partners.

---

## The Commission's 2007 work programme

On the 24<sup>th</sup> October the Commission presented a communication on its "legislative and work programme for the year 2007". Initiatives are classified into strategic (in particular: the energy policy, the internal market for gas and electricity, the review of the single market, social and health services, a White Paper on the strategy regarding health, the future maritime policy, a Green Paper on urban transport, a White Paper on communication policy), priority (in particular: the coordination of the procedures of awarding contracts, the 4<sup>th</sup> report on economic and social cohesion, the follow-up of the Green Paper on the labour law, a Green Paper on the universal service for electronic communications, railway freight, a communication on European port policy), of simplification. The withdrawal of 10 pending legislative proposals is also being proposed.

[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2006/com2006\\_0629en01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2006/com2006_0629en01.pdf)

---

## "Better Regulation"

On 14<sup>th</sup> November the Commission adopted a series of documents drawing up the strategic assessment of progress made since the launching of its initiative "Better Regulation" in September 2005 (see bulletin 181). These documents analyse accomplished progress and present the next stages and new measures being planned.

Seven measures have been proposed, they concern ♦ "reduction of administrative burden in the current regulation": to that end there is a suggestion that the Spring European Council should fix a reduction target of 25% to be achieved jointly by the Union and Member States by 2012. The Commission will present, early 2007, an Action plan on assessing administrative costs and reducing administrative burden ♦ the setting up of an Impact Assessment Board under the direct authority of the Commission president and will be responsible for: examining impact assessment, which the Commission's departments are to carry out, on social, environmental and economic eventual repercussions of any regulation proposal before its adoption; to provide an independent opinion on quality of each assessment; to offer advice where improvements are necessary ♦ adding 43 new initiatives to its 2006/2007 program of simplifying the current regulations ♦ withdrawing in 2007 a further 10 legislative pending proposals ♦ recommendation that any future Commission should screen pending proposals at the beginning of its mandate ♦ the target date of 2008 for the finalisation of a programme to reduce the current volume of Union legislation through codification (putting together in only one text provisions of a legislative act and all its future amendments) ♦ increasing provisions which facilitate the correct transposition of key directives by Member States. To achieve this Member States, regional and local authorities should "take a pro-active action".

[http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better\\_regulation/index\\_en.htm#with](http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better_regulation/index_en.htm#with)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.